

APPEL à Communications

L'Équipe de Recherches en MacroEconomie et Politiques Publiques (MEPP),
le Master Ingénierie Économique et Financière Publique (IEFP)
et la Revue African Journal for Economics and Financial Issues (AJEFI)

Organisent avec le soutien de la Faculté des Sciences Juridiques,
Économiques et Sociales de Salé

La Première Édition du Colloque International :

Economics and Public Management

Le 16 Avril 2025
09H00 - 17H00

Dates importantes

20/01/2025 : Deadline de soumission des résumés

20/02/2025 : Notification aux auteurs

20/03/2025 : Deadline de soumission des papiers

30/03/2025 : Élaboration du programme

16/04/2025 : Date du Colloque

Soumission

Contact : Submissions.EPM@gmail.com

Les actes du colloque seront publiés dans un numéro spécial de la revue
African Journal for Economics and Financial Issues (AJEFI)

Responsables du Colloque

Prof. BOUZAHZAH Mohamed
Prof. KARIM Mohamed

Lieu et Adresse

Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Salé
Route Outa Hssain, Sala Al Jadida, Salé



Argumentaire

Les crises économiques mondiales et la montée des incertitudes mettent en lumière l'importance des paradigmes théoriques pour résoudre les défis économiques actuels. Le débat entre les nouveaux keynésiens et les nouveaux classiques alimente la réflexion sur la meilleure manière de stabiliser l'économie, de gérer les crises et d'instaurer une croissance inclusive. Ces deux approches, bien que distinctes, offrent des perspectives complémentaires pour l'éradication des crises. Elles interrogent les capacités des politiques publiques à corriger les défaillances du marché et à stimuler l'investissement privé, tout en garantissant une stabilité à long terme. Le colloque explorera, entre autres, comment ces théories peuvent contribuer à une gestion économique plus résiliente et à des pratiques de management public renforcées pour affronter les crises.

Dans cette perspective, l'impact des finances publiques et de la politique budgétaire sur l'économie et la croissance économique se pose comme un enjeu de taille. La gestion des budgets publics, la fiscalité et l'endettement influencent directement la stabilité des investissements, la croissance économique et le bien-être des populations. En effet, la mobilisation des recettes, les choix en matière de dépenses notamment productives et la gestion de la dette publique exigent une analyse approfondie pour évaluer leurs effets sur la croissance économique et pour identifier des stratégies de gestion budgétaire et fiscale soutenables.

Les transformations rapides des économies et les défis grandissants de la gouvernance publique exigent des politiques et des pratiques de gestion publiques de plus en plus adaptatives et innovantes. Les questions économiques et financières publiques suscitent aujourd'hui une révision générale des politiques publiques de façon continue. La rationalisation des dépenses publiques, la lutte contre le gaspillage et l'adoption de politiques plus inclusives sont désormais des priorités. Cette révision s'accompagne d'une réflexion sur la collaboration accrue entre le secteur public et le secteur privé, en vue de faire face aux besoins croissants en matière de financement de projets d'infrastructures, d'innovation et de développement durable. Le renforcement des partenariats public-privé (PPP) s'avère ainsi essentiel pour pallier les limites des ressources publiques, tout en assurant une croissance équilibrée et une cohésion économique et sociale.

Il est à rappeler que les connexions entre gestion publique et gestion privée de l'entreprise méritent également une attention particulière. En effet, la gestion publique s'inspire de plus en plus des méthodes de la gestion privée pour maximiser l'efficacité et améliorer les services rendus aux citoyens. Parallèlement, les politiques publiques jouent un rôle déterminant dans la conduite responsable de l'entreprise, en promouvant des pratiques durables et en imposant des standards éthiques. Ce colloque sera l'occasion de mettre en lumière ces interactions et d'explorer comment l'alignement des intérêts public et privé peut créer des synergies profitables pour l'ensemble de la société.

Ce colloque vise également à explorer les nouvelles dynamiques en matière d'économie et de management public, en mettant l'accent sur la nécessité d'outils et de stratégies qui répondent aux objectifs de durabilité, d'efficacité, et d'inclusion. A cet effet, l'approche de la gestion publique axée sur les résultats et la performance s'impose dans toutes les entités publiques (Ministères et Etablissements Publics) et toutes les régions en vue de renforcer la Pertinence, la Cohérence, l'Efficacité, l'Effizienz et la Durabilité (PERCOEFFIDU) des politiques publiques. Ce New Public Management (NPM) inspiré des pratiques de management privé vise l'optimisation des ressources et leur allocation budgétaire dans une logique de résultats, une transparence accrue et une responsabilité renforcée des acteurs publics.

Ce colloque sera l'occasion de discuter des bonnes pratiques dans la gestion des performances publiques, de l'évaluation des politiques publiques, des programmes et des projets et des indicateurs d'impact, spécifiques et opérationnels pour les initiatives de développement public.

Par ailleurs, la modélisation des finances publiques et des questions budgétaires et fiscales devient un outil clé d'aide à la décision pour simuler et anticiper les effets des réformes budgétaires et fiscales. Grâce aux outils de modélisation, comme les Modèles Calculables d'Equilibre Général (MCGE), les DSGE ou la modélisation économétrique, les décideurs publics peuvent évaluer divers scénarios et anticiper les effets des politiques budgétaires et fiscales sur la croissance économique et les inégalités, et également sur les finances publiques dans son ensemble. Ces outils offrent un éclairage crucial pour ajuster les politiques budgétaires et fiscales de manière proactive face aux chocs économiques.

Les politiques environnementales dans leur évolution de ces vingt dernières années sont restées des domaines d'action publique marqués de fortes innovations. C'est là que réside une de leurs originalités et de leur intérêt intellectuel depuis les années 1970. En préalable, il faut rappeler qu'il ne s'agit pas d'un « secteur d'action publique » au sens classique du terme, mais d'une série de programmes souvent transversaux à beaucoup de secteurs classiques (agriculture, équipement, énergie, santé, etc.), souvent fortement ancrés depuis leur origine dans des découpages administratifs stricts qui maîtrisent des pans entiers en fonction de leur logique interne.

Nous espérons que vous serez nombreux à participer à cet événement et à contribuer aux débats essentiels sur l'économie et le New Public Management. Nous vous invitons à soumettre vos travaux pour enrichir les échanges et apporter une réflexion approfondie sur les questions, défis et les innovations dans l'économie du secteur public.

Axes du Colloque (liste non exhaustive)

Les contributions sont sollicitées autour des thématiques suivantes, mais ne se limitent pas à ces axes :

Axe 1 : Finances publiques, fiscalité et croissance économique

- > Programmation triennale des finances publiques ;
- > Enjeux de l'équité et de l'efficacité des systèmes fiscaux nationaux et locaux ;
- > Stratégies de gestion de la dette publique et implications macroéconomiques ;
- > Fiscalité durable et verte : financement des politiques climatiques et de la transition écologique ;
- > Impact des politiques fiscales sur la répartition des revenus et la lutte contre les inégalités ;
- > Innovations et apports du nouveau décret relatif aux marchés publics ;
- > Lutte contre l'érosion fiscale internationale ;
- > Outils de modélisation économique, budgétaire et fiscale (CGE, DSGE, modèles de simulation) pour la prévision et l'analyse des politiques publiques.

Axe 2 : Évaluation des politiques publiques et performance

- > Analyse des méthodes d'évaluation des politiques économiques ;
- > Impact des politiques publiques sur la croissance économique, la redistribution des revenus et bien-être social ;
- > Études de cas sur les réformes structurelles et leurs résultats socio-économiques ;
- > Analyse coût-bénéfice dans les prises de décision publiques et l'évaluation des programmes publics ;
- > Gestion axée sur les résultats dans les administrations publiques et évaluation de la performance.

Axe 3 : Décentralisation et développement territorial

- > Rôle des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des politiques publiques ;
- > Décentralisation : défis et opportunités pour les pouvoirs publics locaux dans la mise en œuvre des politiques publiques ;
- > Partenariats Public-Privé pour soutenir les projets de développement et renforcer les infrastructures ;
- > Gouvernance territoriale et intégration des acteurs locaux et besoins des citoyens ;
- > Modèles de gouvernance territoriale intégrée pour une cohésion économique et sociale ;
- > Décentralisation et performances économiques.

Axe 4 : Gouvernance, transparence et conduite responsable des entreprises

- > Modèle de gouvernance financière publique et voies de restructuration et révisions ;
- > Amélioration de la performance des agents publics : motivation, évaluation, et rétention ;
- > Diversité et inclusion dans le secteur public, politiques de genre et égalité des chances ;
- > Institutions internationales face aux nouveaux enjeux ;
- > Études comparatives des politiques de gestion des ressources humaines dans les administrations publiques ;
- > Filialisation de l'Etat et état de la décentralisation ;
- > Politiques publiques et Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) ;
- > Diversité et inclusion dans les institutions publiques et les entreprises privées.

Axe 5 : Innovation, transformation digitale et Partenariats Public-Privé

- > Gouvernance financière fondée sur l'intelligence artificielle ;
- > Procédures de déclaration et de paiement des taxes des collectivités territoriales ;
- > Rôle des Partenariats Public-Privé dans le financement du développement durable et des infrastructures ;
- > Digitalisation des services publics et amélioration de l'accès aux services pour les citoyens ;
- > Gouvernance numérique : transparence, participation citoyenne et éthique dans le secteur public ;
- > Sécurité des données, gestion des informations, et intelligence artificielle dans le service public ;
- > Coopération entre gestion publique et privée et efficacité des services.

Axe 6 : Économie publique de l'environnement et développement durable

- > Rôle des politiques publiques dans la transition écologique et la protection des ressources naturelles ;
- > Fiscalité verte : outils fiscaux pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et encourager les pratiques durables ;
- > Évaluation économique des politiques environnementales : impact sur la croissance, l'emploi, les inégalités et l'innovation ;
- > Exemplarité et éco-responsabilité dans les achats publics ;
- > Transition vers une commande publique verte et durable.

Axe 7 : L'État face au défi du changement climatique : enjeux et politiques économiques

- > Gestion des risques environnementaux et adaptation aux changements climatiques : stratégies publiques pour renforcer la résilience des territoires ;
- > Restauration des écosystèmes naturels et la préservation de la biodiversité ;
- > Insécurité alimentaire et insécurité de l'approvisionnement en eau ;
- > Plan National d'Adaptation au changement climatique ;
- > État des lieux des politiques d'atténuation des changements climatiques ;
- > Institutions internationales face aux nouveaux défis climatiques ;
- > Instruments juridiques des Nations-Unis sur les changements climatiques (CCNUCC) ;
- > Causes – effets et impact des changements climatiques.

Comité d'Organisation

ANGOUR Nora (FSJES Salé)
ARBIA Anass (FSJES Salé)
BAKKALI Mouad (FSJES Salé)
BOUZAHZAH Mohamed (FSJES Salé)
EL BARAKA Hamza (FSJES Salé)
EL KARHOUNI Khalid (FSJES Salé)

ELKHAMMASSI Souhaila (FSJES Salé)
GOUMRHAR Hiba (FSJES Salé)
HNICHE Omar (FSJES Salé)
KARIM Mohamed (FSJES Salé)
SALHI Youssef (FSJES Salé)

Comité Scientifique

ACHIBANE Mustapha (FEG - Kénitra)
AGANZE KALUMUNA Patrick (DGI, RD Congo)
ANGOUR Nora (FSJES Salé)
ATTOUCH Hicham (FSJES Souissi-Rabat)
BAKRIM Fadwa (FSJES Salé)
BEN AZZOUZ Hanane (FSJES Salé)
BENTHAMI Asmae (FSJES Salé)
BOUCHEKOURTE Mohammed (FSE Rabat)
BOUZAHZAH Mohamed (FSJES Salé)
BUNDU PHEMBA Vital (ID, DR Congo)
CHATRI Abdellatif (FSJES Agdal-Rabat)
CHERKAOUI Kenza (FSJES Salé)
CHINAMULA Idesbald (ANSER, RD Congo)
CHOUJTANI Khadija (FSJES Salé)
DAGHRI Taoufik (FSJES Salé)
EL ABBASSI Idriss (FSJES Agdal-Rabat)
EL ALAOUI Aicha (FEG - Béni Mellal)
EL IHBRAHIMI Adil (FSJES Salé)
EL MOUSSAOUI Mohamed (IGF)
FADLALLAH Abdellali (INSEA)
FARAJ ALLAH Youssef (RC)
GHAZI Anouar (FSJES Souissi-Rabat)
HACHAMI Safae (FSJES Salé)
HAMMES Khalid (FSJES Salé)
HINTI Said (FSJES Souissi-Rabat)
HNICHE Omar (FSJES Salé)
KARANGA Demba (CCSC, Mali)
KARIM Mohamed (FSJES Salé)
KASMI Samira (FSJES Salé)
KHELLAF Ayache (HCP)
KOULIBALY Roger (AEA, Burkina Faso)
KTIT Jalal (FSJES Agdal-Rabat)
LAFRIKHY Mohammed (FSJES Salé)
LAKSSISSAR Ahmed (FSJES Salé)
LOTFI Bilal (ENSA - Kénitra)
MACHKOUR Mouna (FSJES Salé)
MALAM ISSA Assoumana (CCI, Niger)
MOSSADAK Anas (FSJES Salé)

OULHAJ Lahcen (FSJES Agdal-Rabat, CESE)
OUMANSOUR Nor-Eddine (FSJES Agdal-Rabat)
POUYA Pascal (SG, Burkina Faso)
RAFIKI Abdeljebbar (FSJES Meknès)
RAOUF Radouane (FSJES Souissi-Rabat)
SELLAM Aamimer (DGI)
SOBHI Khalid (FSJES Salé)
SOUSSI Outmane Noufail (FSJES Salé)
TAHER Moncef (FSJES Souissi-Rabat)
TAOUFIQ Said (FSJES Souissi-Rabat)
TARBALOUTI Essaid (FSJES Marrakech)
TLIDI Abdelmonaim (FSJES Tétouan)
TOUNSI Said (FSJES Agdal-Rabat)
TOUZANI Ahmed (FPT - Ibn Zohr - Agadir)
ZAOUJAL Nouzha (INSEA)
ZOUIRI Hassane (FSJES Agdal-Rabat)
ZOUIRI Lahboub (FSJES Agdal-Rabat)